



Déclaration du SNASUB/FSU d'Amiens lue au Secrétaire Général de l'Académie et au Directeur de Cabinet de Monsieur le Recteur lors de l'audience accordée dans le cadre de la journée nationale du refus du SDI :

Pour exprimer notre refus des suppressions de postes et le rejet de cette RGPP destructrice d'emplois publics, le SNASUB-FSU Amiens a appelé les personnels administratifs à rejoindre le rassemblement des informaticiens contre le SDI ce mardi 30 mars devant le Rectorat d'Amiens

Le SNASUB-FSU se félicite du succès de la pétition nationale contre la mise en place du Schéma Directeur des Infrastructures (SDI), signée par plus de 65 % des personnels informaticiens des inspections académiques et des rectorats

Les collègues informaticiens ont raison de réagir et de s'exprimer car les services informatiques sont bien dans la ligne de mire du Ministère et du gouvernement. La mise en place du SDI s'inscrit dans les objectifs du gouvernement d'une réduction massive des missions de service public. Il suffit d'être attentif aux propos tenus ici ou là pour se rendre compte que l'objectif est bien la réduction du nombre de missions de service public.

D'ici quelques années, si nous laissons faire le rouleau compresseur à l'œuvre aujourd'hui, il en sera fini de l'assistance informatique de proximité et des échanges directs entre les collègues administratifs dans leur ensemble et les informaticiens.

Le SNASUB, aux côtés des collègues informaticien est pour le maintien d'une informatique de proximité et une maîtrise de l'exploitation académique ; sans informatique de gestion, les services vont mourir. De ce fait, les personnels des services déconcentrés sont concernés, ainsi que tous les usagers, car la suppression d'une informatique de proximité accentue la dégradation du service rendu.

Le projet de SDI n'est que le versant « informatique » de la RGPP déjà appliquée aux services administratifs.

Parlons en aussi des services académiques !

Dans les services académiques, les réorganisations devant permettre les suppressions de postes administratifs vont encore être mises en œuvre et, partout, les conditions de travail se dégradent, les pressions sur les collègues s'intensifient.

La filière administrative est particulièrement visée et les services sont la cible privilégiée des suppressions drastiques d'emplois.

Nous représentons la source principale d'économie en emplois. Pourtant, les services académiques, sans lesquels rien ne pourrait fonctionner, sont un rouage indispensable de l'Éducation Nationale.

Nous sommes méconnus, voire invisibles. Nos missions n'apparaissent pas comme essentielles aux yeux du grand public et pourtant nous participons, au même titre que les enseignants, au bon fonctionnement du service public d'Éducation.

Les collègues n'en peuvent plus !

L'individualisation des carrières et des rémunérations sont des dispositifs qui font éclater les repères collectifs et divisent les collègues. Partout, nos conditions de travail sont sacrifiées. Les réorganisations de services succèdent aux réformes de structures notamment pour adapter les missions aux suppressions de postes, reconcentrations académiques, remembrements comptables, etc...

Et tout cela dans un contexte de salaires scandaleusement bas, où les débuts de carrières se confondent avec le SMIC, sans perspectives réelles d'une évolution rapide.

Pire, avec les nouveaux dispositifs indemnitaires (la Prime de fonctions et de résultats notamment), le salaire au mérite se généralise et l'individualisation des carrières devient la pierre angulaire de la gestion des ressources

Compte tenu de la politique gouvernementale qui vise à faire payer la crise aux seuls salariés :

Nous Exigeons :

- l'arrêt du SDI (Schéma directeur des infrastructures) et des redéploiements des postes informaticiens
- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés
- des créations de postes nécessaires au fonctionnement des services académiques, des universités, des établissements, notamment pour résorber la précarité
- l'arrêt des réorganisations-destructions de services servant à dégager des marges pour supprimer les emplois,
- l'augmentation générale des salaires, 300 euros d'augmentation (en points d'indice) pour tous, et pas de salaires inférieurs à 1.600 euros nets
- la requalification générale des emplois à la hauteur des missions exercées et des compétences mises en œuvre
- la revalorisation des indemnités avant l'intégration dans le salaire.
- l'arrêt de la dégradation généralisée des conditions de travail et du développement du stress au travail comme conséquence des désorganisations, fusions, mutualisations, regroupements, suppressions de services

Nous disons :

NON au SDI
NON à la RGPP
NON à la Loi de mobilité,
NON au salaire au mérite et OUI à un salaire décent pour vivre dignement,
NON à la modulation indemnitaire,

Tous ces dangers qui pèsent sur les services nous amènent à nous prononcer pour une nécessaire prise de conscience de nos hiérarchies et de la population. Il nous appartient aujourd'hui de manifester notre fort mécontentement et nous démontrerons l'importance de notre existence : cela devient urgent !

Les atteintes qui contribuent à la dégradation de nos conditions de travail n'ont de cesse de s'accroître, ce n'est plus viable !

SNASUB-FSU D'AMIENS
SYNDICAT NATIONAL DE L'ADMINISTRATION SCOLAIRE UNIVERSITAIRE ET
DES BIBLIOTHEQUES - FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE
9 RUE DUPUIS 80000 AMIENS
03 22 72 95 02
COURRIEL snasub.amiens@orange.fr
SITE INTERNET <http://snasub-amiens.bernard-g.com/default.htm>